

# Le coût réel des aliments comme levier pour transformer le système alimentaire suisse



E4S White Paper  
2023-2

# **Le coût réel des aliments comme levier pour transformer le système alimentaire suisse**

*E4S Livre Blanc*

Dominique Barjolle, Gino Baudry, Laurence Jeangros, Veronica Petrencu<sup>i</sup>

Février 2023

© Centre Enterprise for Society (E4S), 2023

Image de couverture: Dmitry Kovalchuk (Adobe Stock)

Les auteurs tiennent à remercier Jean-Pierre Danthine et Philippe Thalmann pour leur soutien à long terme et leurs suggestions ; Christian Schwab du Integrative Food and Nutrition Center de l'EPFL pour son expertise et son soutien de longue date au projet ; Céline Rozenblat et Jean-Pierre Bonardi pour leur intérêt et leur soutien thématique ; et enfin, Boris Thurm et les collaborateurs scientifiques d'E4S pour leurs précieuses contributions et leurs commentaires.

Enterprise for Society (E4S) est une initiative conjointe de l'Université de Lausanne, par l'intermédiaire de sa Faculté de commerce et d'économie (UNIL-HEC), de l'Institute for Management Development (IMD), et de l'Ecole Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL), sous la direction de son College of Management of Technology. La mission du centre est de favoriser la transition vers une économie plus résiliente, durable et inclusive. E4S s'engage à former la prochaine génération de leaders, à inspirer la transformation économique et sociale, et à promouvoir le changement en renforçant les start-ups et en stimulant l'innovation.

Ce projet a été mené sous l'égide d'un fonds Collaborative Research on Science and Society (CROSS) octroyé par l'UNIL et l'EPFL et d'un partenariat avec la Fondation Leenaards.

---

<sup>i</sup> Dominique Barjolle (E4S et UNIL), Gino Baudry (EPFL), Laurence Jeangros (E4S), Veronica Petrencu (E4S)

# TABLES DES MATIÈRES

---

|                                                                                                                                                  |           |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------|
| <b>RÉSUMÉ EXÉCUTIF .....</b>                                                                                                                     | <b>4</b>  |
| <b>POINTS À RETENIR .....</b>                                                                                                                    | <b>4</b>  |
| <b>1. INTRODUCTION .....</b>                                                                                                                     | <b>5</b>  |
| <b>2. UN BREF REGARD SUR LE SYSTÈME ALIMENTAIRE SUISSE ET SES ENJEUX .....</b>                                                                   | <b>5</b>  |
| <b>3. COMPTABILISATION DES COÛTS RÉELS DE L'ALIMENTATION (TCAF) : UNE SOLUTION POUR REMÉDIER AUX FAILLES DU SYSTÈME ALIMENTAIRE SUISSE .....</b> | <b>7</b>  |
| 3.1 Une introduction au TCAF .....                                                                                                               | 7         |
| 3.2 Prendre le pouls des acteurs du système alimentaire suisse .....                                                                             | 8         |
| <b>4. PISTES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU COÛT RÉEL DE L'ALIMENTATION EN SUISSE</b>                                                                  | <b>10</b> |
| <b>5. CONCLUSION .....</b>                                                                                                                       | <b>12</b> |
| <b>6. RÉFÉRENCES .....</b>                                                                                                                       | <b>13</b> |

## Résumé exécutif

Les systèmes alimentaires ont des impacts environnementaux, sociaux et sanitaires considérables qui ne sont pas reflétés dans le coût des aliments. Le contexte politique actuel, tant au niveau national qu'international, a identifié la comptabilité en coûts réels des aliments (True Cost Accounting for Food, TCAF, en anglais) comme un moyen de piloter la transformation des systèmes alimentaires. Dans cet article, nous explorons le TCAF en tant qu'outil permettant d'évoluer vers un système alimentaire suisse plus durable, résilient et inclusif et répondons à certains de ses défis. Tout d'abord, nous identifions ces défis et les connaissances actuelles sur le TCAF. Nous décrivons ensuite les perspectives et les obstacles du TCAF en Suisse, ainsi que les pistes proposées, telles qu'identifiées par un groupe varié de parties prenantes lors d'un événement organisé en Octobre 2022. Enfin, nous proposons plusieurs pistes pour progresser vers une mise en œuvre expérimentale du TCAF en Suisse.

### Points à retenir

- On estime que 37,4 milliards de francs suisses sont dépensés chaque année pour l'alimentation en Suisse. Les coûts externes estimés représentent au moins le double de ce montant, les externalités sanitaires pesant le plus lourd. Même si ces coûts sont cachés du marché, ils sont supportés par notre planète et nos sociétés, par le biais, par exemple, des coûts de santé publique et de l'épuisement des ressources naturelles.
- Les premières réponses des parties prenantes du système alimentaire suisse, recueillies lors d'un Action Lab E4S, ont indiqué un fort potentiel et un grand intérêt pour une approche coût réel, mais ont également mis en évidence les défis, notamment l'acceptabilité par le public de prix alimentaires plus élevés.
- Des voies de mise en œuvre potentielles consistent à fournir des informations sur les coûts réels tout au long des chaînes de valeur alimentaires. Pour commencer, les restaurants collectifs et les marchés à la ferme offre l'opportunité d'évaluer l'impact de cette information sur le comportement des agents du marché.
- En internalisant les coûts externes dans le coût des denrées alimentaires (tarification réelle), le TCAF offre le moyen de parvenir à une meilleure allocation des ressources en remodelant et en alignant les incitations le long des chaînes de valeur alimentaires, des agriculteurs aux consommateurs.
- Les systèmes alimentaires sont confrontés à des défis interconnectés qui doivent être abordés de manière systématique. Le TCAF permet de passer d'une approche sectorielle à une approche plus systémique des systèmes alimentaires en reconnaissant les boucles de rétroaction et en comprenant les relations de causalité entre les incitations politiques et leurs impacts.

## 1. Introduction

Les systèmes alimentaires et agricoles doivent se transformer s'ils veulent garantir l'approvisionnement d'aliments sains et équilibrés pour tous, tout en relevant les défis environnementaux, sociaux, sanitaires et économiques. De nos jours, la production et la consommation alimentaire engendrent le plus grand impact environnemental des différentes industries<sup>1</sup>. Les implications sociales sont de plus en plus reconnues comme des enjeux majeurs entravant leur durabilité, allant du sous-paiement et du manque de reconnaissance des travailleurs<sup>2</sup> aux coûts de santé publique élevés des maladies non transmissibles liées à des régimes alimentaires malsains<sup>3</sup>. En Suisse, les politiques agricoles et alimentaires sont largement déconnectées des politiques environnementales, sociales et sanitaires, ce qui explique pourquoi les décideurs politiques n'ont pas encore réussi à aborder la durabilité des systèmes alimentaires dans leur complexité.

Dans cet article, nous dressons une première analyse de la comptabilité des coûts réels de l'alimentation (TCAF de l'anglais « True Cost Accounting for Food ») en tant qu'outil permettant de soutenir la transition vers un système alimentaire suisse plus durable, résilient et inclusif, et répondant à certains de ses défis. Le TCAF fait référence aux méthodologies mesurant les impacts environnementaux, sociaux et sanitaires des systèmes alimentaires en termes monétaires. Le coût réel de l'alimentation permet de passer d'une approche sectorielle à une approche plus systémique des systèmes alimentaires, en tenant compte de l'interdépendance des enjeux de durabilités et en alignant les politiques incitatives des agriculteurs aux consommateurs. Cette approche a récemment fait l'objet d'une attention accrue au niveau national et international, notamment par le biais du sommet des Nations unies sur les systèmes alimentaires et des rapports sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde (SOFI).

Jusqu'à présent, nous avons recueilli des premières réactions de parties prenantes du système alimentaire suisse concernant le potentiel de l'approche du coût réel de l'alimentation à répondre

aux enjeux de durabilité. Grâce à un premier événement (ci-après " Action Lab "), nous avons identifié les opportunités et les obstacles ainsi que les voies de mise en œuvre du TCAF. Ces premières réactions ont confirmé le fort potentiel mais aussi les défis posés par cette approche pour la transition du système alimentaire suisse.

Dans ce document, nous dressons d'abord un portrait du système alimentaire suisse et de ses défis actuels. Ensuite, nous présentons ce que nous avons appris jusqu'à présent sur le TCAF et nous résumons les résultats des discussions tenues lors de l'Action Lab. Enfin, nous réfléchissons à des pistes de mise en œuvre, c'est-à-dire à la manière dont nous pourrions mettre en pratique le coût réel des aliments en Suisse.

## 2. Un bref regard sur le système alimentaire suisse et ses enjeux

Le système alimentaire suisse est compris ici comme incluant l'ensemble des acteurs et des activités de la production à la consommation, y compris le gaspillage, les pertes et les déchets, à l'intérieur et à l'extérieur des frontières. Près de la moitié des aliments sont importés, ce qui implique que la majeure partie des impacts sociaux et environnementaux sont délocalisés<sup>4,5</sup>. On estime que 74 % des impacts environnementaux de la consommation alimentaire domestique (boissons et tabac inclus) ont lieu à l'étranger<sup>6</sup>. La consommation alimentaire domestique et la production nationale et étrangère sont responsables de 28 % de l'empreinte écologique suisse, notamment en raison de la déforestation ou de l'utilisation non durable des ressources (sol, eau, etc.), prenant place devant le logement (24 %) et la mobilité (12 %)<sup>7</sup>.

**50% des aliments sont importés**

**28% de l'empreinte écologique nationale**

**74% des impacts écologiques sont à l'étranger**

## 42% des adultes sont en surpoids

La population consomme le double de sucre et de sel, le triple de viande, et quatre fois plus de graisses animales que l'apport maximum recommandé<sup>8</sup>. À l'inverse, les fruits et légumes sont trop peu consommés pour assurer un régime sain et équilibré. Près de la moitié (42 %) de la population adulte est en surpoids, dont 11 % sont obèses, en faisant l'un des principaux facteurs de risque de maladies non transmissibles<sup>9,10</sup>. Ces dernières représentent 80% du coût du système de santé suisse, soit 51,7 milliards de francs suisses<sup>9</sup>.

L'agriculture emploie environ 100'000 personnes (équivalent temps plein, emplois directs) et représente 0,6% du PIB national<sup>11</sup>. La Confédération subventionne le secteur à hauteur de 3,7 milliards de francs par an<sup>12</sup>. D'un point de vue environnemental, l'impact de ce soutien est estimé comme partiellement préjudiciable, par exemple en termes

de conservation de la biodiversité<sup>13</sup>. L'agriculture est un moteur de la raréfaction des sols<sup>14</sup>, de la contamination de l'eau<sup>15</sup> et de la perte de la biodiversité<sup>16</sup>. D'un point de vue social, l'emploi dans l'agriculture est caractérisé par une lourde charge de travail, un manque de reconnaissance et une forte pression financière<sup>2,17</sup>. Les agriculteurs présentent des risques de suicide plus élevés que la moyenne de la population, notamment chez les hommes<sup>17</sup>.

**Lourde charge de travail, manque de reconnaissance et pression financière pour les agriculteurs**

La Suisse est un acteur clé au niveau international, tant sur la scène commerciale que dans l'industrie alimentaire : 30 à 53% du commerce international de produits agricoles se fait en Suisse<sup>18</sup>. Cela place le pays dans une position clé sur la scène internationale des systèmes alimentaires et lui

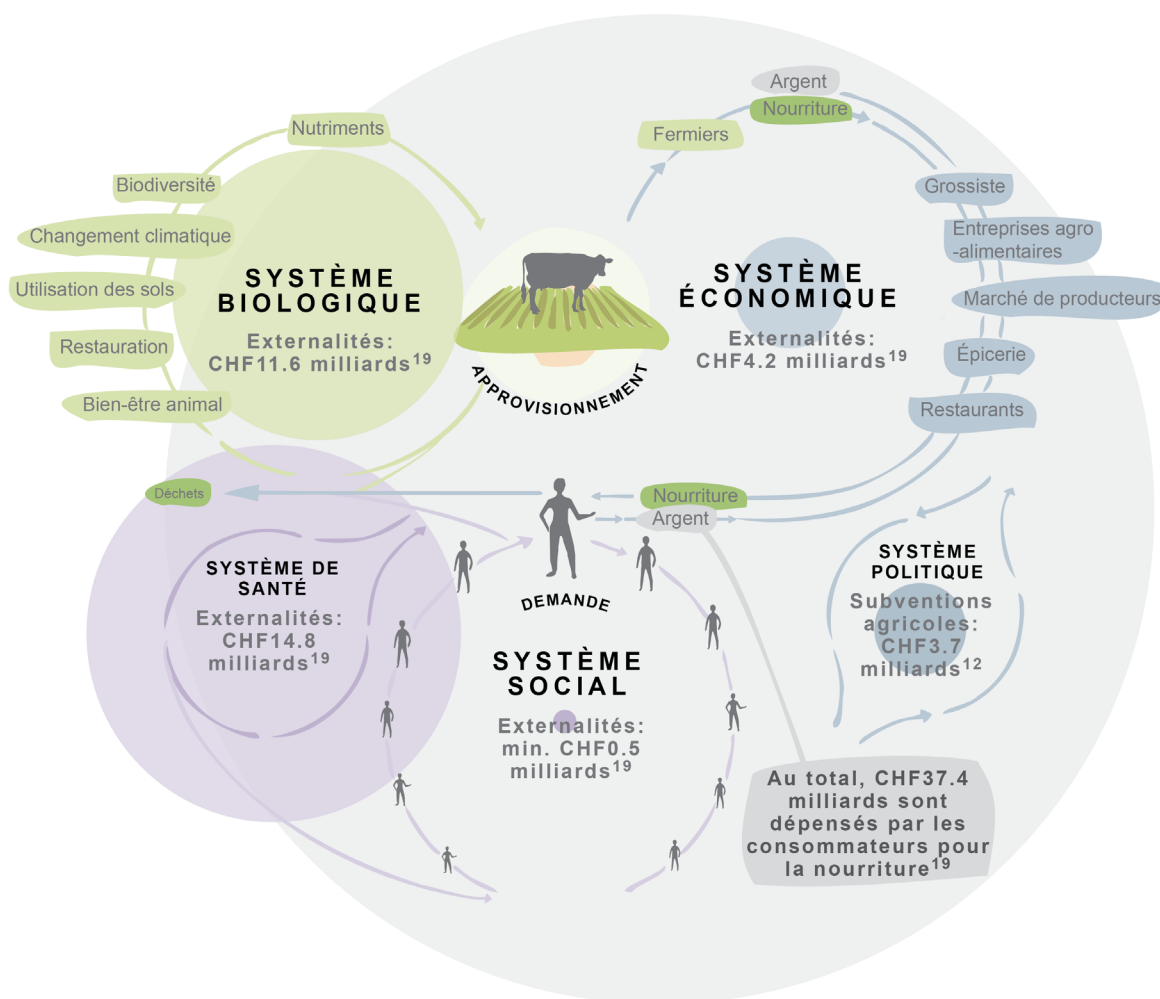


Figure 1: Cartographie avec les chiffres clés du système alimentaire suisse. La taille des cercles colorés est proportionnelle au montant qu'ils représentent. Conception basée sur la cartographie des systèmes alimentaires de l'Initiative Nourish (2020)<sup>19</sup> avec des chiffres basés sur Perotti (2020)<sup>20</sup>. Il est important de souligner que peu de données ont été trouvées sur les externalités du système social, ce qui conduit à une probable sous-estimation de ces coûts.

donne l'occasion d'être à la pointe de l'innovation en termes de durabilité.

## Commerce et industrie alimentaire internationale

On estime que 37,4 milliards de francs suisses sont dépensés chaque année pour l'alimentation en Suisse (voir figure 1). Les coûts externes associés sont presque deux fois supérieurs et ils sont très probablement sous-estimés<sup>20</sup>.

Par conséquent, le système alimentaire suisse offre une marge d'amélioration importante en termes de durabilité. Non seulement il est coûteux en termes de santé, mais il porte également atteinte aux ressources naturelles à l'intérieur et à l'extérieur des frontières et n'offre pas de conditions de travail décentes pour tous. La Confédération a récemment publié divers documents d'orientation<sup>18,21</sup>, qui mettent l'accent sur la comptabilisation des coûts réels (TCA) comme moyen de réponse aux différents enjeux auxquels la société suisse est confrontée.

### 3. Comptabilisation des coûts réels de l'alimentation (TCAF) : Une solution pour remédier aux failles du système alimentaire suisse

#### 3.1 Une introduction au TCAF

Le fait que de nombreux coûts (et aménités) des systèmes alimentaires ne soient pas pris en compte par le marché (en d'autres termes les « externalités ») a été identifié comme une cause majeure de leurs non-durabilité<sup>22</sup>. Les **externalités** peuvent faire référence à des enjeux environnementaux (pollution de l'air ou des sols, perte de biodiversité), à des enjeux sociaux (travail non rémunéré ou sous-payé), à des enjeux de santé (maladies liées à des régimes alimentaires malsains), etc. Ces coûts non pris en compte entraînent une distorsion des incitations des acteurs du marché. Dans les systèmes alimentaires, cela se traduit le plus souvent par des incitations à la production et à l'achat de produits bon marché mais ayant des impacts négatifs majeurs, empêchant ainsi la société d'atteindre son plein potentiel<sup>3</sup>.

Les aliments les plus mauvais pour la santé sont souvent plus abordables pour les consommateurs et plus rentables pour les producteurs. Néanmoins, ils entraînent généralement des coûts indirects élevés en termes de dommages environnementaux et de conséquences sanitaires pour la société<sup>3</sup>. Même si ces coûts sont cachés, ils sont supportés par notre planète et nos sociétés. Des recherches préliminaires estiment que les systèmes alimentaires dans le monde coûtent environ trois fois la valeur marchande des aliments, avec les externalités sanitaires pesant le plus lourd<sup>3</sup>.

Le TCAF est une évaluation basée sur le capital des impacts des systèmes alimentaires sur la nature, la société et la santé<sup>23</sup>. Le **coût réel de l'alimentation** fait référence à l'estimation monétaire des externalités selon les différentes catégories (environnement, social, santé ou parfois capital naturel, humain, social, produit). Par exemple, le coût externe engendré pour chaque tonne de CO2 peut être estimé en le multipliant par le coût de compensation de ces émissions par le biais de technologie de capture de carbone ou encore de réhabilitation d'écosystèmes. Le coût réel des aliments peut être calculé dans d'autres unités ou à des niveaux différents en fonction des besoins (par exemple, produit, organisation, système, unité géographique, etc.<sup>23,24</sup>.

Jusqu'à présent, le TCAF a principalement été utilisé à des fins de comptabilité d'entreprise. Et même si des efforts sont faits pour harmoniser les approches TCAF, il n'existe toujours pas de cadre scientifique consensuel pour le calcul du coût réel des aliments<sup>24</sup>. Dans l'ensemble, le TCAF ne vise pas à fournir une mesure de tous les coûts externes existants, mais se concentre plutôt sur les plus importants<sup>25</sup>. L'illusion de l'exhaustivité et de la précision dans la mesure des externalités et l'estimation de leur valeur monétaire ne doit pas subvertir le potentiel de cette approche.

La littérature fait référence au terme **coût réel** pour mesurer la valeur monétaire des externalités, et le terme **prix ou tarification réelle** pour additionner ou soustraire ces coûts au prix à la consommation<sup>22</sup>. Le prix réel consiste à fixer le prix d'un produit en fonction de son coût réel, en d'autres termes à internaliser les coûts cachés dans son prix

final<sup>i</sup>. Nature Food (2020)<sup>26</sup> a appelé le monde universitaire à combler les lacunes de la recherche sur l'opérationnalisation de la tarification réelle pour les aliments par le biais d'une recherche exploratoire. Depuis, seules deux études ont dressé un portrait des implications, des possibilités et des obstacles de la tarification réelle, principalement d'un point de vue théorique<sup>22,25</sup>.

En pratique, nous avons trouvé **deux initiatives concrètes** qui proposaient des prix réels aux consommateurs. La première est une collaboration entre des chercheurs de l'Université d'Augsbourg, qui ont calculé le coût réel des aliments, et le supermarché Penny en Allemagne, qui a accepté d'afficher deux étiquettes de prix pour certains articles<sup>27</sup>. Une étiquette en rouge indiquait le **prix de détail** et une étiquette en vert indiquait le **coût réel**, c'est-à-dire prenant en compte la valeur monétaire des externalités environnementales (notamment l'impact des engrais azotés, les gaz à effet de serre, l'énergie et l'utilisation des terres). Pour la viande hachée issue des filières conventionnelles, le coût réel était estimé trois fois plus élevé que le prix de détail. Pour la viande hachée issue des filières biologiques, le coût réel n'était que deux fois plus élevé que le prix de détail. Il existe également des différences importantes entre les prix de détail et les coûts réels pour les produits laitiers, les fruits et les légumes, mais dans une moindre mesure. Le coût réel était affiché comme une information et non comme le prix pratiqué. Cette expérience n'a toutefois pas permis de déterminer si les consommateurs ont modifié leurs choix alimentaires en réponse à cette nouvelle information.

Un autre exemple vient d'Amsterdam, où une épicerie s'est associée à une organisation à but non lucratif appelée True Price, qui a défini l'une des méthodologies TCAF existantes<sup>28</sup>. Comme dans l'exemple précédent, l'épicerie a étiqueté à la fois le **prix de détail** et le **prix réel** (incluant la

valeur monétaire des émissions de carbone, la sous-paiement des travailleurs et l'utilisation de l'eau et des terres). Les clients avaient le choix de payer le "prix réel", l'argent collecté étant redistribué à des causes visant à réduire les externalités socio-environnementales. Même si les décideurs politiques ne sont pas encore convaincus, les fondateurs de True Price espèrent qu'en rendant visibles les coûts cachés, les entreprises et les consommateurs adopteront des comportements plus durables. Le propriétaire de l'épicerie affirme que "le caractère bon marché (des produits dans les supermarchés ordinaires) est une illusion", car si l'on intègre les prix réels, les produits issus de l'agriculture biologique seront moins chers que ceux issus de l'agriculture conventionnelle.

Dans les deux cas, plusieurs questions doivent encore être étudiées par les spécialistes du comportement, à savoir comment les consommateurs réagissent à différentes étiquettes de prix simultanées et si la signalisation des coûts réels est plus efficace pour modifier les habitudes de consommation que l'étiquetage ou d'autres stratégies d'incitation.

### 3.2 Prendre le pouls des acteurs du système alimentaire suisse

En octobre 2022, E4S en collaboration avec l'Integrative Food and Nutrition Center de l'EPFL et l'Institut de géographie et de durabilité de l'UNIL, a organisé un **Action Lab<sup>ii</sup> sur le coût réel de l'alimentation en Suisse**. Les syndicats d'agriculteurs, les offices fédéraux et les décideurs politiques, les représentants des consommateurs, les entreprises de vente au détail et les start-ups de l'industrie alimentaire y étaient représentés. L'objectif de cette rencontre était de prendre le pouls de la façon dont les parties prenantes perçoivent le potentiel de l'approche du coût réel des aliments en Suisse. Tous les participants étaient considérés à

<sup>i</sup> La théorie économique établit une différence claire entre les coûts et les prix. Le coût consiste en la valeur monétaire d'un intrant utilisé dans la production. Les coûts sont supportés par les différents acteurs impliqués dans la chaîne de production, des agriculteurs aux détaillants. Si les externalités sont considérées comme des coûts cachés de la production, alors leur valeur monétaire pourrait être estimée et comptabilisée comme des coûts. Le prix est la somme d'argent que le consommateur doit payer pour obtenir un bien donné et est le résultat de l'équilibre entre l'offre et la demande. Le prix est égal au coût des intrants plus les marges et est supporté par le consommateur final.

<sup>ii</sup> Les Action Labs sont des plateformes multipartites du centre "Enterprise for Society" (E4S) qui rassemblent des acteurs de premier plan issus du monde universitaire, de l'industrie et du gouvernement afin de définir une vision commune et un plan d'action convenu d'un commun accord dans des domaines clés pour contribuer à la transition vers une économie plus durable, résiliente et inclusive.

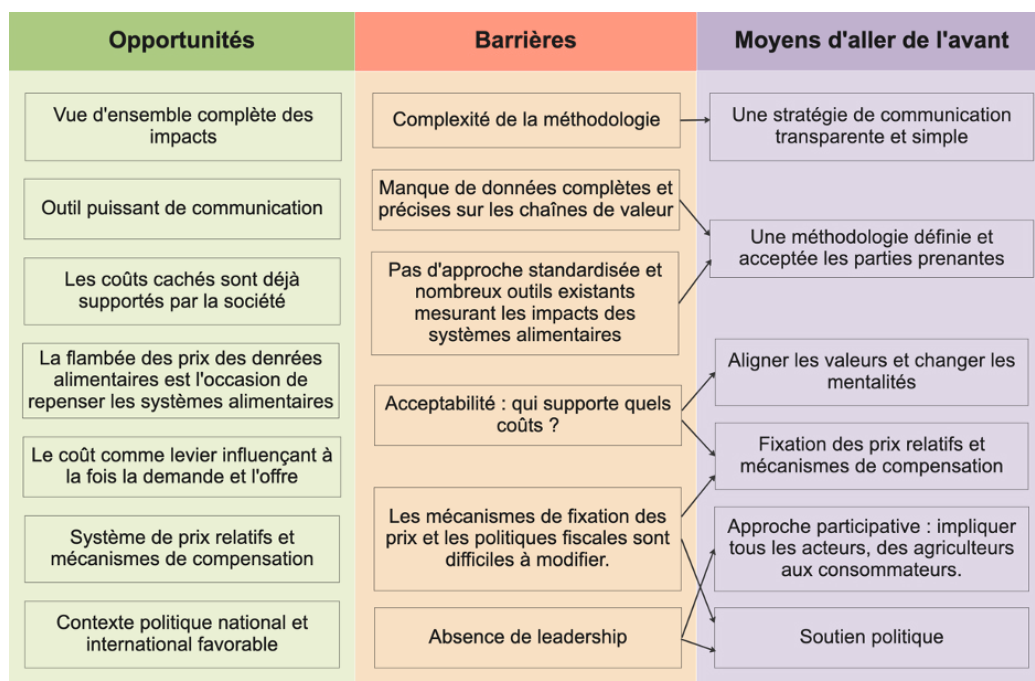


Figure 2: Résumé des résultats de l'Action Lab sur le coût réel des aliments

la fois comme des détenteurs et des bénéficiaires de connaissances, ce qui a permis des discussions riches et ouvertes menant à l'émergence d'une vision commune<sup>iii</sup>. Après de brèves présentations du concept TCAF, le public a été invité à identifier les opportunités et les forces, les obstacles et les menaces, et enfin, à proposer des moyens d'aller de l'avant (Figure 2). Dans l'ensemble, le haut niveau d'engagement de l'auditoire et les résultats des discussions ont confirmé la pertinence et l'opportunité de cette initiative.

La plupart des participants s'accordent à dire que le TCAF est un **outil de communication puissant** car il offre une perspective globale sur un large éventail d'externalités des systèmes alimentaires et les mesures monétaires sont en général faciles à comprendre. Il a été décrit comme une opportunité de réfléchir aux voies de transformation des systèmes alimentaires et de créer un changement dans notre système de valeurs; de créer des **politiques cohérentes** liées aux systèmes alimentaires; et de **créer des incitations** pour les acteurs des systèmes alimentaires à réduire leurs impacts négatifs. En outre, **le contexte politique est favorable**: plusieurs politiques suisses récentes mentionnent le TCAF comme une voie à suivre (Orientation future des politiques agricoles, 2022<sup>29</sup>; Projet de stratégie climatique, 2022<sup>30</sup>). Il

bénéficie également d'un fort soutien international, notamment via l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

Parmi les **obstacles**, les participants ont mentionné la complexité de la méthodologie; le risque de perdre de la crédibilité en raison du manque de précision et/ou de disponibilité des données sur l'ensemble des chaînes et concernant le large éventail des externalités environnementales, sociales et sanitaires; l'existence de plusieurs autres outils mesurant les impacts des systèmes alimentaires, lié au risque de réinventer la roue. **L'acceptabilité de prix généraux plus élevés** pourrait être la menace la plus importante dans la mise en œuvre du TCAF, ce qui soulève la nécessité d'un large soutien public. Le défi de s'attaquer aux mécanismes de fixation des prix et la nature politique du TCAF, à travers les taxes et les subventions, ajoutent à la complexité de la question. Enfin, les participants ont identifié **l'absence de leadership** et de responsabilité pour la mise en œuvre du TCAF comme un défi clé, d'autant plus qu'une approche systémique est nécessaire. Le fait qu'aucune institution n'ait pris l'initiative de développer et de mettre en œuvre une approche harmonisée du TCAF a été mentionné comme un risque de dispersion des efforts. La question de savoir quelle institution devrait prendre l'initiative et supporter son coût a été soulevée.

<sup>iii</sup> La réunion s'est déroulée selon la règle de Chatham House, c'est-à-dire que les participants sont libres d'utiliser les informations reçues, mais ni l'identité ni l'affiliation de l'orateur ou des oratrices, ni celle de tout autre participant, ne peuvent être révélées.

En ce qui concerne les **voies de mise en œuvre**, différentes idées sont ressorties des discussions, telles que l'importance de communiquer de manière simple et transparente au grand public afin de le sensibiliser et d'obtenir son soutien; la mise en place d'une méthodologie complète en utilisant les outils existants et les limitations d'accès aux données; l'alignement des valeurs et le changement des mentalités, en inversant, par exemple, la logique de la quantité par rapport à la qualité; imaginer la mise en œuvre du TCAF par le biais de prix relatifs et de mécanismes de compensation (par exemple, une combinaison de taxes et de subventions) en considérant la redistribution équitable des coûts à travers les chaînes de valeur alimentaires. Il a été souligné qu'un facteur clé pour la mise en œuvre du TCAF est d'avoir l'adhésion et de travailler main dans la main avec tous les acteurs clés, des agriculteurs aux détaillants en passant par les ONGs. Compte tenu de l'urgence d'agir, les participants ont appelé à identifier les fruits à portée de main afin de mettre en œuvre une transformation.

## 4. Pistes pour la mise en œuvre du coût réel de l'alimentation en Suisse

**La recherche scientifique** peut fournir des éléments importants pour corriger la situation actuelle et amener les acteurs du système alimentaire suisse à prendre des mesures concrètes et à mener des affaires de manière plus durable. Nous présentons ci-dessous quelques conditions qui nous semblent nécessaires pour une mise en œuvre efficace du TCAF en Suisse.

Tout d'abord, il est nécessaire **d'établir une méthodologie de calcul des coûts réels qui soit transparente et fiable**, et sur laquelle les différents acteurs du système alimentaire puissent discuter en toute confiance. Cela implique de discuter et de confronter les avis de différents experts et de choisir l'ensemble d'indicateurs le plus pertinent possible.

Les indicateurs doivent être basés sur **des données robustes**, certaines collectées en partenariat avec le secteur public, qui détient de nombreuses données statistiques (notamment sur le secteur agricole), d'autres collectées à la source, auprès du secteur

privé, dans le respect de clauses d'anonymat, afin de ne pas enfreindre les principes de concurrence loyale. Les données sur les chaînes de valeur, depuis les intrants agricoles jusqu'au traitement des déchets alimentaires, devraient être rendues facilement accessibles. Chaque acteur du système alimentaire devrait également faire un usage conscient et responsable de ces données.

**Un public large et hétérogène doit être en mesure d'accéder aux données et de les visualiser facilement sur une plateforme digne de confiance.**

Une façon d'y parvenir pourrait être de développer des applications en ligne qui calculent le coût réel des aliments par groupe d'aliments et par article acheté, comme certaines le font déjà pour la valeur nutritionnelle et l'impact environnemental (par exemple, les scores Eco, Nutri et GHG sur les applications Beelong ou Yuka). Au-delà du niveau individuel, une approche plus large telle que celle des Calculateurs 2050<sup>31,32</sup> c'est-à-dire des modèles scientifiques combinés à des interfaces web, pourrait être développée pour explorer et calculer le coût réel du système agroalimentaire, mais au niveau sociétal. Ces approches permettraient de répondre au besoin nécessaire et complémentaire d'information, de contexte scientifique, de diffusion et de transparence.

Une fois la méthodologie et l'accès aux données mis en place, nous serons en mesure de calculer le prix réel par catégories et articles alimentaires. Nous sommes conscients que si certaines externalités sont déjà indirectement payées par la société par le biais des coûts de santé ou de l'assainissement de l'environnement, d'autres sont externalisées vers les générations futures (épuisement des ressources, émissions de GES) ou ne sont pas du tout supportées dans nos systèmes actuels (travail non rémunéré ou sous-payé). **L'internalisation du coût réel de l'alimentation entraînerait donc une augmentation générale des prix, ce qui pose la question de la répartition équitable de ces derniers.** Les dépenses alimentaires dépendent indubitablement des revenus. En 2019, les consommateurs suisses ont en moyenne consacré 6,6 % de leurs revenus à l'alimentation et aux boissons non alcoolisées et 4,7 % aux services de restauration, y compris les cafétérias et les bars<sup>33</sup>. Même si ces chiffres sont parmi les plus bas au

monde, il existe de grandes disparités entre la population à haut et bas revenu. **Demander aux consommateurs de payer le prix réel de l'ensemble du système alimentaire aggraverait ces inégalités en exerçant une pression supplémentaire sur les groupes déjà vulnérables.**

Une option serait que, tout au long des chaînes d'approvisionnement alimentaire, les entités qui produisent, transforment, emballent, transportent et vendent des aliments paient le coût réel de ces externalités à hauteur de leurs nuisances (impacts environnementaux, injustices sociales, etc.), en vertu du **principe du pollueur-payeur**. La mise en œuvre de ce principe nécessitera l'élaboration et la validation d'une méthodologie robuste, ou du moins consensuelle, pour calculer les coûts réels, car l'adoption du TCAF peut à la fois bénéficier et nuire aux marques et aux produits. Par conséquent, la collecte et l'exactitude des données pourraient être des verrous majeurs à l'acceptation de la méthodologie et à toutes politiques y étant associées. Si ces derniers sont levés avec succès, plusieurs pistes d'action pourraient être explorées et mises en œuvre.

**Dans ce qui suit, nous souhaitons proposer des mécanismes et voies de mise en œuvre potentielles**, en respectant le principe de base de l'accès pour tous à une alimentation saine et équilibrée, produite de manière équitable et respectueuse de l'environnement. Comme il n'existe pas de données sur les coûts réels au niveau du produit en Suisse et ailleurs, nous adoptons ici une approche exploratoire. À ce stade précoce, nous présentons donc des voies de mise en œuvre potentielles qui pourraient être discutées dans le cadre d'un deuxième Action Lab (qui sera organisé dans les mois à venir) avec les différentes parties prenantes.

La **première** voie repose sur la mise à disposition des données sur les coûts réels aux différents échelons intermédiaires de la chaîne de valeur alimentaire (c'est-à-dire les intermédiaires, les transformateurs et les distributeurs de denrées alimentaires), puis sur l'analyse de l'influence de ces informations sur le comportement d'achat. La **deuxième** repose sur la réponse des décideurs des cantines et restaurants collectifs publics et privés

face à ces informations, et l'éventuelle inclusion des coûts réels comme critères d'achat pour l'approvisionnement des cantines et restaurants publics ou privés. Une **troisième** possibilité serait de mettre en œuvre les prix réels dans des exploitations pilotes qui vendent directement leurs productions aux consommateurs (chaînes courtes) et d'examiner comment cela affecte la production et la consommation. A ce niveau, l'introduction d'une charte de commerce équitable pourrait être imaginée, compensant les coûts de production et la rémunération des agriculteurs, ainsi que les coûts réels. **Enfin, la voie la plus ambitieuse** pourrait consister à utiliser le coût réel pour réorienter les politiques (à tout niveau des chaînes d'approvisionnement) pour valoriser plus largement la durabilité de la gestion des ressources naturelles, la santé animale ou humaine et le bien-être social. Des combinaisons de différentes politiques pourraient favoriser la réduction des externalités négatives et inciter les entreprises à adopter des pratiques plus durables dans la production, la transformation et le conditionnement des aliments.

Dans ce contexte, une **opportunité majeure serait de réorienter les subventions existantes vers le financement d'initiatives en ligne avec le vrai coût de l'alimentation**. Une approche fondée sur l'évaluation et la tarification réelles récompenserait les producteurs qui tentent déjà de minimiser leurs coûts externes et inciterait les autres à faire de même. Par exemple, un système de bonus-malus pourrait être mis en place, récompensant (bonus) ou pénalisant (malus) les articles achetés en fonction de leur coût réel, à l'instar de la réglementation française sur la tarification de l'immatriculation des voitures en fonction de leurs émissions. Un tel système se caractériserait par un budget équilibré et un changement relatif des prix des articles, au bénéfice des plus sains et plus durables.

Nous pensons que ces voies de mise en œuvre pourraient se dérouler à différents niveaux et garantir que les systèmes alimentaires évoluent vers plus de durabilité et d'inclusivité. Comme de nombreux auteurs l'ont souligné<sup>22,25,34</sup>, **l'implémentation du TCAF et la tarification réelle doit être accompagnée d'un processus multipartite inclusif qui aborde les questions de valeurs, de pouvoir, de justice, d'équité et d'intérêts**. Il est notamment crucial

de reconnaître le rôle des agriculteurs et de les impliquer dans l'élaboration de ces voies de mise en œuvre.

## 5. Conclusion

Les systèmes alimentaires sont confrontés à des enjeux interdépendants qui doivent être abordés de **manière systémique**. Cela implique de passer d'une pensée linéaire, sectorielle et en silo à une approche systémique et dynamique. Cela implique également de considérer les boucles de rétroaction entre les enjeux de durabilité du système agroalimentaire, et de comprendre les relations de cause à effet entre les incitations politiques et leurs impacts sur les distorsions du marché ou encore la surutilisation des ressources naturelles.

Notre première enquête suggère que le coût réel des aliments pourrait en effet être un instrument **holistique** pour la transformation du système alimentaire, touchant tous les acteurs, des agriculteurs aux consommateurs. Grâce à un développement plus poussé des modèles et à une transparence accrue des données, nous pensons que le TCAF pourrait être le moyen d'obtenir une meilleure allocation des ressources, en incitant les acteurs à se comporter de manière plus durable. Il pourrait également s'agir d'un outil puissant pour réorienter l'élaboration des politiques, en alignant les politiques agricoles, environnementales, sociales et sanitaires.

Enfin, nous sommes d'accord avec Nature Food (2020)<sup>26</sup> concernant l'opportunité pour la recherche de prendre un rôle plus protagoniste grâce au TCAF, en explorant les voies d'opérationnalisation de l'approche des coûts réels et en guidant des débats constructifs. Dans ce contexte, nous avons construit un projet de recherche interdisciplinaire avec les facultés de l'UNIL, de l'EPFL, de la HEG Fribourg, de l'Université de Berne et de la Haute école spécialisée bernoise. Ce projet répond à un double objectif: premièrement, développer un modèle calculant le coût réel de l'alimentation en Suisse, en tenant compte des externalités majeures du système alimentaire; et deuxièmement, explorer les voies potentielles de mise en œuvre avec la

communauté des parties prenantes du système alimentaire suisse<sup>iv</sup>. **Nous pensons que cette approche pourra débloquent un changement nécessaire dans la façon dont nous produisons et consommons les aliments, vers des choix plus responsables en matière d'environnement, de santé et de société.** Enfin, le récent guide publié par le comité scientifique<sup>35</sup> et le document résumant les recommandations de l'assemblée citoyenne pour une politique alimentaire<sup>36</sup> mentionnent le coût réel comme l'un des piliers de la transformation du système alimentaire suisse. Ceci établit un **terrain fertile** pour le TCAF en Suisse, renforçant l'opportunité de notre projet.

---

<sup>iv</sup> Ce projet sera lancé au début de 2024, sous réserve de la confirmation du financement.

## 6. Références

- McKinsey & Company. Nature in the balance: What companies can do to restore natural capital. <https://www.mckinsey.com/~media/mckinsey/business%20functions/sustainability/our%20insights/nature%20in%20the%20balance%20what%20companies%20can%20do%20to%20restore%20natural%20capital/nature-in-the-balance-what-companies-can-do-to-restore-natural-capital-vf.pdf?shouldIndex=false> (2022).
- Federal Office for Agriculture (FOAG). Rapport agricole 2021. <https://www.agrarbericht.ch/fr> (2021).
- Hendriks, S. et al. The True Cost of Food: A Preliminary Assessment. in Science and Innovations for Food Systems Transformation (eds. von Braun, J., Afsana, K., Fresco, L. O. & Hassan, M. H. A.) 581–601 (Springer International Publishing, 2023). doi:10.1007/978-3-031-15703-5\_32.
- Federal office for Agriculture (FOAG). National Pathway for Food Systems Transformation in Support of the 2030 Agenda - Switzerland. (2021).
- Fuchs, R., Brown, C. & Rounsevell, M. Europe's Green Deal offshores environmental damage to other nations. *Nature* 586, 671–673 (2020).
- Nathani, C. et al. Environmental hotspots in the supply chain of Swiss companies. 284 (2018).
- Federal Council. Environnement Suisse 2018 - Rapport du Conseil fédéral. (2018).
- OSAV. Stratégie Suisse de Nutrition 2017-2024. [https://www.bundespublikationen.admin.ch/cshop\\_rimes\\_](https://www.bundespublikationen.admin.ch/cshop_rimes_)
- OFSP. Stratégie nationale - Prévention des maladies non transmissibles (Stratégie MNT). 2021-2024. (2016).
- OFSP. La population suisse se nourrit de manière peu équilibrée. (2017).
- Union suisse des paysans (USP). L'importance économique de l'agriculture. [https://www.sbv-usp.ch/fileadmin/sbvuspch/04\\_Medien/Fokus/FOKUS02\\_FR.pdf](https://www.sbv-usp.ch/fileadmin/sbvuspch/04_Medien/Fokus/FOKUS02_FR.pdf) (2019).
- Administration fédérale des finances (AFF). Aperçu du budget de la Confédération - Budget 2023. (2022).
- Gubler, L., Ismail, S. A. & Seidl, I. Biodiversitätsschädigende Subventionen in der Schweiz. Grundlagenbericht. [https://www.dora.lib4ri.ch/wsl/islandora/object/wsl%3A24243/datastream/PDF/Gubler-2020-Biodiversit%C3%A4tssch%C3%A4digende\\_Subventionen\\_in\\_der\\_Schweiz.\\_Grundlagenbericht-%28published\\_version%29.pdf](https://www.dora.lib4ri.ch/wsl/islandora/object/wsl%3A24243/datastream/PDF/Gubler-2020-Biodiversit%C3%A4tssch%C3%A4digende_Subventionen_in_der_Schweiz._Grundlagenbericht-%28published_version%29.pdf) (2020).
- FOEN, F. O. for the E. Soil: In brief. <https://www.bafu.admin.ch/bafu/en/home/themen/thema-boden/boden--das-wichtigste-in-kuerze.html> (2022).
- Spiess, E. & Liebisch, F. Nährstoffbilanz der schweizerischen Landwirtschaft für die Jahre 1975 bis 2018. <https://ira.agroscope.ch/de-CH/publication/45684> (2020) doi:10.34776/AS100G.
- FOEN. Biodiversité en Suisse : état et évolution. Synthèse des résultats de la surveillance de la biodiversité. État: 2016. 60 (2017).
- Steck, N., Junker, C., Bopp, M., Egger, M. & Zwahlen, M. Time trend of suicide in Swiss male farmers and comparison with other men: a cohort study. *Swiss Med Wkly* (2020) doi:10.4414/smw.2020.20251.
- Federal Council. Le secteur suisse des matières premières: état des lieux et perspectives. 62 (2018).
- Nourish Initiative. Nourish Food System Map. [https://www.nourishlife.org/pdf/Nourish\\_Food\\_System\\_Map\\_11x14.pdf](https://www.nourishlife.org/pdf/Nourish_Food_System_Map_11x14.pdf) (2020).
- Perotti, A. Moving Towards a Sustainable Swiss Food System: An Estimation of the True Cost of Food in Switzerland and Implications for Stakeholders. 78 (2020).
- Federal Council. 2030 Sustainable Development Strategy. 74 (2021).
- Hendriks, S. et al. The True Cost and True Price of Food. Food Systems Summit 42 (2021).
- Baker, L., Castilleja, G., De Groot Ruiz, A. & Jones, A. Prospects for the true cost accounting of food systems. *Nat Food* 1, 765–767 (2020).
- de Adelhart Toorop, R., Yates, J., Watkins, M., Bernard, J. & de Groot Ruiz, A. Methodologies for true cost accounting in the food sector. *Nat Food* 2, 655–663 (2021).
- True Cost Accounting for Food: Balancing the Scale. (Routledge, 2021). doi:10.4324/9781003050803.
- Nature Food. The true cost of food. *Nat Food* 1, 185–185 (2020).
- Penny. Produkte mit „wahren Verkaufspreisen“ ausgezeichnet. Penny <https://www.penny.de/presse/wahre-verkaufspreise> (2020).
- Romeo, N. How Much Do Things Really Cost? *The New Yorker* (2022).
- Federal Council. Orientation future de la politique agricole. 041.631 -00042 \ COO.2101.101.2.1395993 (2022).
- FOAG, FSVO, & FOEN. Draft - Stratégie Climat pour l'agriculture et l'alimentation 2050. Partie 1: principes, objectifs et lignes stratégiques. (2022).
- Baudry, G., Costa, L., Di Lucia, L. & Slade, R. An interactive model to assess pathways for agriculture and food sector contributions to country-level net-zero targets. *Nature communications - Earth and Environment* (2023).
- Costa, L. et al. The decarbonisation of Europe powered by lifestyle changes. *Environ. Res. Lett.* 16, 044057 (2021).
- Office fédéral de la statistique (OFS). Dépenses détaillées de l'ensemble des ménages selon l'année - 2006-2019 | Tableau. <https://www.bfs.admin.ch/bfs/fr/home/statistiques/catalogues-banques-donnees/tableaux.assetdetail.20024405.html> (2021).
- May, P. et al. The TEEBAgriFood theory of change: from information to action. in TEEB for Agriculture & Food: Scientific and Economic Foundations Chapter 2, 17-55 (UN Environment, 2019).
- Fesenfeld, L. et al. L'avenir de l'alimentation en Suisse : Guide des principaux leviers et axes politiques pour établir un système alimentaire durable. SDSN Suisse – <https://doi.org/10.5281/zenodo.7585685> (2023).
- Recommandations pour la politique alimentaire suisse, Assemblée citoyenne pour une politique alimentaire, <http://www.buergerinnenrat.ch/fr/recommandations/> (2023).